



Objet **[INTERNET] ENQUÊTE PUBLIQUE
ENVIRONNEMENTALE (n°ICPE-2022-06) -
RENOUVELLEMENT ET EXTENSION CARRIERE
VICAT A MONTAGNOLE (73)**

De [REDACTED]
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
Date 01/11/2022 09:12

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je m'adresse à vous dans le cadre l'enquête publique sur le renouvellement et l'extension de la carrière de Montagnole (référence arrêté préfectoral: ICPE-2022-06).

En effet, ma femme, mes enfants et moi même vivons à proximité immédiate de la carrière, sur le secteur de La Grobelle.

Nous constatons à ce jour qu'un certain nombre de nuisances liées à l'exploitation et au développement de l'activité de cette carrière ont été peu ou pas prise en compte par l'exploitant VICAT dans son projet:

- Vibration des sols et surpressions aériennes liés aux tirs de mines, avec une potentielle dégradation des habitations,
- Poussières et bruits occasionnés par ces même tirs mais également par les engins de chantiers et le concassage,
- Mise en route du convoyeur souterrain pour laquelle aucune date n'est fixée (y-a-t-il d'ailleurs une réelle volonté de le remettre en route dans un délais court?),
- Augmentation du trafic des camions ayant comme impact une dégradation importante de la voirie qui n'est pas adaptée à ce trafic, mais aussi un risque accru d'accident avec la population: avec le trafic auto des habitants se rendant au travail, mais aussi les enfants se rendant à l'école et au collège en bus (en qui doivent donc marcher sur le bord de la route), les cyclistes, etc.
- Pollution du cours d'eau passant le long et dans la carrière,
- Rebouchage des trous d'exploitation par des déchet dit inerte mais dont l'origine n'est pas certaine,
- Destruction de la faune et la flore par près de 80000M2 d'exploitation supplémentaire.

Afin de limiter toutes ces nuisances pour certaines irréversibles, nous demandons que l'arrêté préfectoral accompagne son accord des mesures suivantes:

- Constat d'huissier des maisons des riverains sur un périmètre suffisamment large, prise en charge par VICAT: en cas de dégradation liées à cette exploitation, le groupe VICAT prendra alors à sa charge les travaux nécessaire.
- Obligation de mettre le convoyeur en route avant toute augmentation de l'exploitation,
- Obligation de d'équiper les concasseurs de tout moyens techniques permettant de limiter fortement les bruits et les dégagements de poussières,
- Obligation d'arrosage sur le passage des camions dans la carrière toujours afin d'éviter le dégagement de poussière,
- Limitation du nombres de camions de convoyage entre le site de la carrière et les lieux de destination de ces matériaux afin de garder nos routes surs et en bon état (15-20 rotations maximum),
- Fixer les plages horaires des rotations des camions en dehors des périodes d'affluences sur nos routes (interdiction avant 9h30, entre 12h et 14h, et à partir de 16h)
- Obligation de bâchage des camions en dehors de la carrière,
- Mise en place de tout moyens techniques afin de ne pas polluer les sols, les cours d'eau, nappes, etc.
- Participation des riverains dans une commission de suivi annuelle,
- Limitation de l'exploitation par rapport à la demande actuelle (tant en volume qu'en durée): les besoins actuelles de notre région évolueront et il convient donc de pouvoir s'assurer que cette exploitation ne se limite qu'aux besoins du moment.
- Limitation des vibrations aériennes et des sols lors des tirs de mines tel que cela se fait dores et déjà dans certaines carrière en Isère (La Buisse par exemple?).
- S'assurer de la mise en service d'alimentation en énergie n'impactant pas le réseau électrique du voisinage, ce dernier étant déjà parfois instable.
- Prévoir l'entreposage et le stockage des produits dangereux et polluants de manières sécurisées
- Mise en place de points de contrôle de la qualité de l'eau de la rivière, de la qualité de l'air, des vibrations, des bruits etc. Ces points de contrôle devront être suffisamment nombreux, placés à des points stratégiques, inviolables, etc. afin de garantir la qualité et la neutralité des résultats.
- Mise en place de contrôles fréquents, réguliers et inopinés (sur site et hors site) du respect de l'ensemble de mesures imposées. Ces contrôles devront bien entendu être effectué par une autorité indépendante (service de l'état par exemple) et pris en charges financièrement par l'exploitant.
- Réouverture de l'accès au ruisseau du vard et du pontet dans le respect de la loi littorale.
- Réhabilitation stricte du site (déchets inerte et sain, reboisement, etc.) tout au long de l'exploitation.

En l'état actuel du projet, et sans mise en place des mesures proposées ci-dessous, notre avis est donc défavorable.

Vous remerciant par avance de la lecture attentives de nos revendications, et de votre vigilance accrue quant aux avis de soi-disant riverains n'habitant pas dans le secteur.

Bien cordialement,

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

